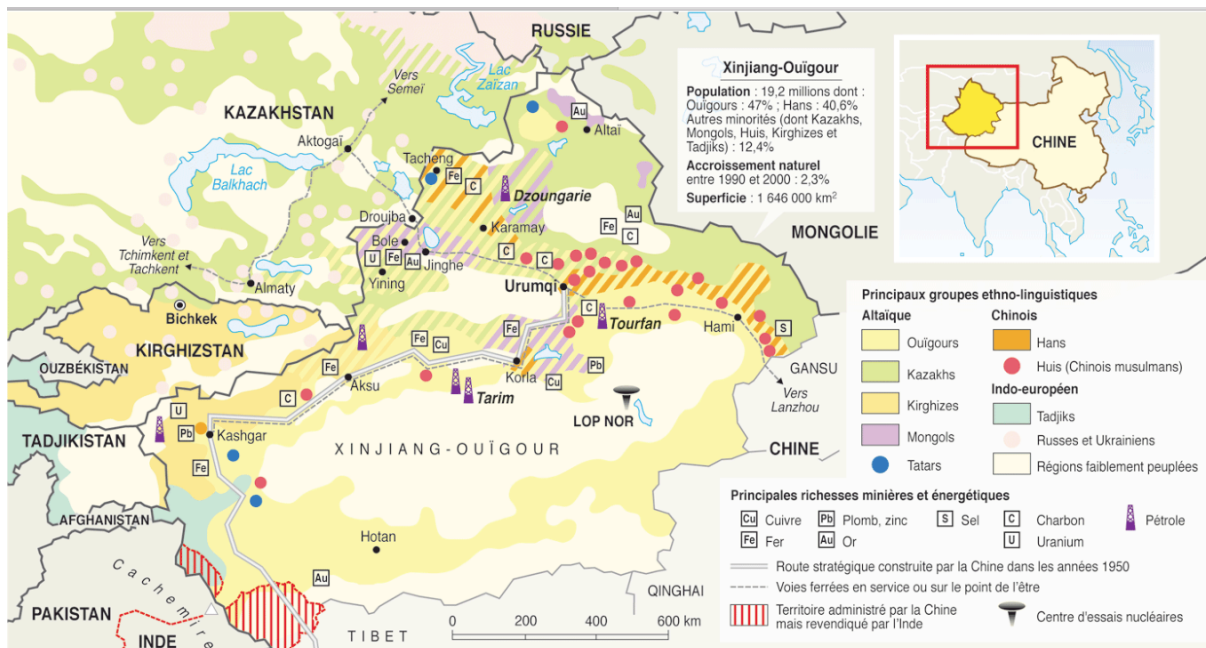


Sin Kiang



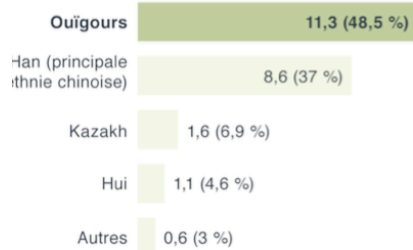
Sources : Atlas of the People's Republic of China, Foreign languages Press, Pékin, 1989 ; Jacques Leclerc, Aménagement linguistique dans le monde (<http://www.tfq.ulaval.ca/axl/>), université de Laval, Québec, Canada ; Central Intelligence Agency (CIA), Maps and publications, Washington DC ; Recensement chinois de novembre 2000 ; ChinaOnline, Chicago (<http://www.chinaonline.com>).

Source Université Laval Québec

La population du Xinjiang

en 2014

23,2 millions d'habitants



SOURCE : RECENSEMENT CHINOIS INFOGRAPHIE LE MONDE

Population du Xinjiang Le Monde

Les Ouïgours en Chine



- Hui Présence de minorités ethniques de confession musulmane
- Région autonome ouïgoure du Xinjiang : les Ouïgours représentent 45 % de la population
- Principales villes à majorité ouïgoure
- Villes à majorité han, ethnologie majoritaire en Chine
- Principale zone des violences intercommunautaires en 2013 et 2014, qualifiées de « terroristes » par Pékin

INFOGRAPHIE LE MONDE

Sur les 17,5 millions d'habitants environ, on compte environ 7,5 millions d'Ouïgours et autant de Han. Les Ouïgours sont les populations sédentaires du bassin du Tarim, de langue turque et de religion musulmane. Le nom d'« Ouïgours » a été adopté au début des années 1920 par des intellectuels de la région pour donner aux populations concernées un sentiment d'identité. L'ouïgour moderne, traditionnellement écrit en caractères arabes, a été transcrit en caractères cyrilliques de 1956 à 1965, puis en caractères latins. Le retour à l'alphabet arabe, en 1981, marque la volonté de Pékin de se concilier les Ouïgours, dans le domaine culturel du moins. Kachgar reste la véritable capitale de ces derniers. Urumqi étant surtout peuplée de chinois.¹

Évènements en 2018 et 2019

Le 24 novembre 2018 est publié les « China Cables »

Des documents secrets du gouvernement chinois, obtenus par le Consortium international des journalistes d'enquête (CIJE)², révèlent les détails d'un imposant système de détention extrajudiciaire, d'endoctrinement et de travaux forcés visant la minorité ouïgoure. Des dortoirs verrouillés à double tour, des tours de guet imposantes, des postes de police devant les entrées et des directives strictes pour empêcher les « élèves » de s'évader. Voilà la face cachée de ce que Pékin affirme publiquement n'être que de simples centres de rééducation et de formation professionnelle.

La source de ces révélations est étonnante, car il s'agit de documents secrets provenant du gouvernement chinois lui-même. Dans ces documents, examinés par l'émission Enquête, on trouve entre autres une liste d'instructions détaillées sur la gestion et le fonctionnement interne des camps, signée par un haut dirigeant du Parti communiste dans la région du Xinjiang, Zhu Hailun. *« Ça révèle une tout autre réalité que ce que la Chine veut nous faire croire, et ça révèle un écart important entre ce qui se passe de façon officielle dans les documents qui sont partagés entre les fonctionnaires et ce qui est distribué aux audiences internationales »*, note la professeure Vanessa Frangville, responsable de la Chaire d'études chinoises à l'Université libre de Bruxelles.

Selon l'ONU, plus d'un million de membres de la minorité musulmane ouïgoure ont été internés dans ces camps. Le chercheur allemand Adrian Zenz estime que ce nombre pourrait même atteindre 1,8 million, soit près de 20 % de leur population. **Il s'agirait de l'internement de masse ethnoculturel le plus important depuis la Seconde Guerre mondiale.**

M. Zenz croit que ceux qui sont à l'origine de la fuite courent d'énormes risques. « Ils ont probablement risqué leur vie, parce que ce document contient – selon la propre définition du gouvernement – des secrets d'État dont la fuite pourrait porter une atteinte grave à l'intérêt national », dit-il.

Un document secret du gouvernement chinois intitulé *« Les avis sur le renforcement et la normalisation du fonctionnement des centres d'éducation et de formation professionnelle »*, signé par Zhu Hailun, le numéro 2 du Parti communiste dans la région de Xinjiang.^{3,4}

Le 6 juin 2019, le Conseil Économique et Social des Nations Unies (ECOSOC) a nommé de nouveaux membres au sein de 16 de ses organes subsidiaires. Parmi ceux-ci, la nomination de Mme Zhang Xiaolan comme experte pour la Chine à l'Instance permanente sur les questions autochtones, a entraîné un vif débat. La déléguée des États-Unis s'est déclarée gravement préoccupée par la *« conduite inappropriée de la soi-disant experte indépendante chinoise Zhang Xiaolan »*. Elle a affirmé que lors de la récente session de

l'Instance permanente, la Chine et l'expert avaient cherché à affaiblir un défenseur des droits de l'homme très respecté et étouffé une voix de la société ouïghoure. La déléguée a dénoncé « *les brimades de la Chine et la partialité politique de Mme Xiaoan* » et une « *tendance à exploiter les organes des Nations Unies* », qui a aussi accusé le parti communiste chinois de manifester son hostilité à l'égard des religions structurées. Exprimant son inquiétude devant plus d'un million de Ouïghours et d'autres personnes qui ont été arrêtés et soumis à la torture dans la région autonome ouïghoure du Xinjiang, la déléguée des États-Unis a appelé à « mettre un terme à ces atrocités ».

Le représentant de la Chine a rejeté cette « diffamation », précisant que le soi-disant Ouïghour mentionné par la déléguée des États-Unis était « *un terroriste soutenu par les États-Unis* » et que « *les déclarations de cette personne concernant la Chine, lors de la session de l'Instance, étaient d'ailleurs totalement fausses* ».

La Chine, a-t-elle tenu à souligner, protège les droits, la culture et les langues des groupes minoritaires. Le représentant de la Chine a dit être confiant que l'experte chinoise travaillerait de manière impartiale, objective et neutre au sein de l'Instance. Il a invoqué les constatations de diplomates et de représentants d'organisations internationales qui se sont rendus sur le terrain, selon lesquels la situation est « totalement différente » de la manière dont elle est décrite dans les médias. « Les États-Unis n'ont pas le droit de critiquer la Chine à ce sujet », a-t-il déclaré, avant de souligner que « *des groupes autochtones à Hawaii avaient accusé les États-Unis de priver leurs peuples de leurs droits* »⁵.

Notes et références

1. Atlas des peuples d'Asie, 2001 Jean Seillier La Découverte
2. CIJE. Le Consortium international des journalistes d'enquête (ICIJ) a fait part de cette fuite à 17 médias, dont CBC/Radio-Canada, Le Monde, la BBC, The Guardian, NBC, Associated Press et le New York Times. Ces médias ont contacté divers experts qui jugent que les documents sont authentiques. Le gouvernement chinois n'a pas répondu aux questions envoyées par l'ICIJ. Interrogé à Londres par la BBC, l'ambassadeur de la Chine au Royaume-Uni a déclaré, sans toutefois avoir vu les documents en cause, qu'il s'agissait d'une « pure invention ».
3. Radio Canada novembre 2018
4. Lettre électronique d'information du GITPA.
<http://gitpa.org/Qui%20sommes%20nous%20GITPA%20100/ACTUlettrechineinternementouigours.htm>
5. Nations unies –ECOSOC Session de 2019, 12 et 13 e Séances. Élections pour combler des postes vacants dans 16 organes subsidiaires de l'ECOSOC | Couverture des réunions & communiqués de presse 06/06/201